

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Formation professionnelle : étern

CELA fait des décennies que les différents acteurs de la formation professionnelle au Gabon (gouvernement, enseignants, partenaires au développement, bailleurs de fonds) appellent à l'adéquation formation-emploi. Programmes et projets se multiplient, les financements aussi. Mais le Gabon tarde à se doter d'un capital humain dans les domaines techniques. Pourtant, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a toujours invité les gouvernements successifs à marquer d'un saut qualitatif la formation professionnelle. En cette période de rentrée scolaire, l'Union revient sur cette question devenue comme le Mythe de Sisyphe, une question insoluble.

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

LORS de l'émission "Face à la Nation" du 30 août 2018, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait fait un réquisitoire sans complaisance de la formation générale et professionnelle au Gabon. "Le système éducatif est sinistré", avait-il dit, pointant des orientations en déphasage avec les besoins réels du marché de l'emploi. Sur ses instructions, une Task Force sur l'éducation avait été mise en place; laquelle avait été estimée, en septembre 2018, à 1250 milliards de francs le budget sur 5 ans pour redresser le secteur.

Les experts de la Task Force "se sont aperçus que l'État subventionnait des filières qui ne conduisent pas à l'employabilité". Pour le professeur Patrick Mouguiama-Daouda, alors coordonnateur desdits travaux, "la Task Force avait pour objectif de répondre de manière spécifique et urgente à la question de l'employabilité". Malheureusement, plus de deux ans après, la thérapie ne semble pas avoir été appliquée. Mais les préoccupations du chef de l'État sur la formation professionnelle ne datent pas de 2018. Dans le rapport marquant ses 100 ans (1919-2019), l'Organisation internationale du travail (OIT) dressant, "l'état des lieux du système de la formation professionnelle au Gabon", a démontré que le président de la République instruit depuis 2010 ses gouvernements successifs à booster la politique de formation professionnelle, à créer des établissements, à former la jeunesse gabonaise aux métiers techniques demandés sur le marché de l'emploi.

Devant les tergiversations de certains ministres en charge de la formation professionnelle à apporter des solutions, il va plutôt se charger lui-même d'impulser des programmes. C'est le cas, lors du dialogue social d'Angondjé, où

il invite à améliorer l'employabilité des jeunes. Le Projet de développement des compétences et de l'employabilité (Prodece) est ainsi mis en place par le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation technique et professionnelle et de l'Insertion des jeunes, avec le concours de la Banque mondiale.

Lancé en 2017, le Prodece devrait s'étendre de 2016 à décembre 2021. Il s'adresse aux jeunes adultes entre 18 et 34 ans n'ayant pas, ou ayant peu été scolarisés. Dans la conduite de ces projets, force est de constater que le gouvernement va parfois confondre précipitation et pragmatisme: le projet "Un Jeune Un Métier "

restera l'ombre de lui-même, et des lendemains difficiles à évaluer; le programme "Former ma génération - Gabon 5000 " de développement des compétences, afin de faciliter l'accès à un emploi et la création d'entreprises, a aussi fait grand bruit. Mais les résultats ne restent perceptibles que par ceux qui ont géré ces programmes.

MANQUE DE LISIBILITÉ. La réalité aujourd'hui est que la formation professionnelle est perçue comme un échec. Du moins, elle est peu lisible. Les entreprises continuent de décrier le manque de compétences appropriées des jeunes qu'elles engagent. Les experts de l'OIT constatent que "le système de développement des compétences est au Gabon sous l'égide de plusieurs institutions, et il existe peu de coopération entre elles; des synergies existent mais elles sont peu exploitées car les partenaires techniques et financiers n'arrivent pas à s'accorder

sur un plan commun d'actions ". Pourtant, les bailleurs de fonds sont généreux.

Autre couac : le manque de statistiques. La dernière enquête sur l'emploi remonte à 2010 et est encore abondamment utilisée, faute de données précises plus récentes. Alors que les caractéristiques des emplois changent sur le territoire national.

Faute de ces données récentes, Madeleine Edmée Berre, la ministre en charge de la Formation professionnelle, a tenté de colmater les brèches, le 29 août 2019, en initiant des discussions avec les acteurs du secteur privé pour dresser la liste des métiers spécifiques dont ils ont besoin. Ceci pour pouvoir, à son niveau, définir les filières à ouvrir dans les écoles professionnelles du Gabon. Pour le moment, le gouvernement peine à convaincre l'opinion. Existe-t-il un fossé entre les instructions du chef de l'État et leur mise en œuvre par le gouvernement? Celui-ci dira qu'il a des projets sur sa table : construire et réhabiliter une vingtaine d'établissements de formation et d'enseignement professionnels pour 59 milliards de francs ...



Photo: R.H.A

Les ateliers vétustes du Lycée technique national Omar Bongo en dis



	Demandes d'emploi	Offres d'emploi	Offres satisfaites	Taux de satisfaction des offres (en%)	Taux de satisfaction des demandes (en%)
Cadres/ Ingénieurs	971	188	64	34,0	6,6
Techniciens supérieurs	1 324	321	149	46,4	11,2
Techniciens	302	217	68	31,3	22,5
Ouvriers qualifiés	1 086	82	19	23,2	1,7
Ouvriers spécialisés	835	142	67	47,2	8,8
Main-d'œuvre banale	142	42	25	59,5	17,6
Total	4660	992	392	39,5	8,4

Source : Dieye, Hong-Vu et Ibaoude (2013); données de l'Office national de l'emploi

@steveakher / l'union

Le recommencement et statu quo

Des doutes sur la rentrée 2020-2021

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LE Conseil des ministres du 20 novembre dernier a adopté le projet de création de quatre centres de formation et d'enseignement professionnels. Selon le porte-parole du gouvernement, Madeleine Berre, à la suite du Conseil interministériel du 15 septembre 2020, l'ouverture de ces nouveaux établissements devrait intervenir en février 2021.

Les nouvelles structures en question sont : le Centre de formation et d'enseignement professionnels aux métiers du transport et de la logistique Mohammed-VI ; le Centre de formation et d'enseignement professionnels multisectoriel de Nkok dont les travaux sont achevés. Mais aussi le Centre de formation et d'enseignement professionnels aux métiers des technologies de l'information et de la communication, celui de formation et d'enseignement professionnels aux métiers du bois, du bâtiment et des travaux publics. Les travaux de ces deux derniers établissements ont commencé le 30 septembre 2020 et leur achèvement est prévu pour août 2021.



Photo: DR/L'Union

Au sein de l'opinion, des doutes planent quant au respect de la date d'ouverture de ces structures de formation évoquée plus haut, pour plusieurs raisons. Pour les centres achevés, est-il possible que la rentrée soit effective en février 2021 ? Le centre Mohammed-VI, qui abritera plus de 1 000 étudiants et formera dans les métiers de l'industrie (plomberie, électricité, mécanique, etc.) est sorti de terre, certes. Un joyau architectural en la matière, d'ailleurs. Sauf que les questions liées aux contenus pédagogiques, aux formateurs, aux durées et autres niveaux de formation constitueraient encore des freins au démarrage des activités. Si la partie marocaine a tenu ses engagements, qu'en est-il du Gabon, qui doit former les formateurs ?

Concernant justement le volet encadrement, il était primordial de régler la question des stages des enseignants spécialisés à l'étranger, notamment. Lesquels devraient aller en immersion à l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPTT) du Maroc. Au centre de Nkok, les laboratoires sont effectivement installés. Mais il revient au Gabon de former les formateurs à l'usage et à la manipulation des appareils de laboratoire émanant de la technologie chinoise. Selon certaines indiscretions, cette formation devrait nécessiter plus de 6 mois de cours. Comment débiter alors les enseignements en février 2021 face à cette situation ?

ent long sur l'état au Gabon de la formation professionnelle.

L'urgence de réhabiliter les établissements actuels

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LES établissements d'enseignement professionnels actuels sont la preuve que l'État, en les créant, avait à l'esprit de doter le Gabon de centres capables de donner aux jeunes une qualification. Un maillage national avait été opéré de telle sorte que chaque province dispose au moins d'une structure. Les autorités avaient également opéré des choix en faveur de filières qualifiantes. Cette volonté de doter le Gabon d'un capital humain semble aujourd'hui s'être érodée avec le temps. Les maux qui minent ces établissements

sont les mêmes : manque d'entretien, absence de matériaux dans les ateliers pour les travaux pratiques, budget insuffisant, tout se passe comme si les gouvernements successifs avaient jeté l'éponge. Toutes les provinces sont logées à la même enseigne. Que ce soit les établissements d'enseignement professionnels de l'Estuaire, à l'exemple du Centre Basile Ondimba et celui de formation et de perfectionnement professionnels de Nkembo, ou d'autres implantés à l'intérieur du pays, à Oyem, Koula-Moutou, Franceville, tous appellent l'urgence de les remettre à neuf. Et éviter que nos jeunes compatriotes ne se retrouvent dans des

structures délabrées comme on le constate. Pourtant aujourd'hui, le marché de l'emploi parle par les chiffres. Les jeunes diplômés de l'enseignement professionnel trouvent plus de facilité à s'intégrer que ceux de l'enseignement général. D'autres parviennent à créer leur propre entreprise. Le gouvernement n'a d'autre choix que d'accentuer les efforts, quitte à concentrer les moyens disponibles pour renforcer les établissements existants. Une formation professionnelle de qualité contribue, de façon déterminante, à la compétitivité d'une économie.



Photo: DR/L'Union